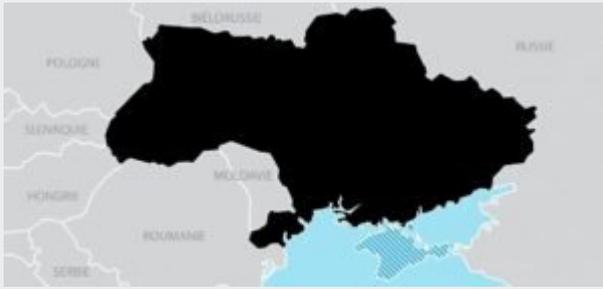


L'aide militaire occidentale à l'Ukraine : le zugzwang



Par Oleg Nesterenko

Le zugzwang est une situation dans le jeu d'échecs dans laquelle le joueur n'a aucun mouvement favorable possible – toute action qu'il fera entraînera une détérioration imminente de sa position sur le plateau de jeu.

Constatant la déroute que l'armée ukrainienne subit sur les champs de bataille face aux forces russes, les décideurs du camp politico-militaire de l'Occident collectif plongent en état de panique opérationnelle collective les poussant à faire monter les enchères et à prendre une voie sans issue.

Les mythes et la réalité

De même que durant la Seconde Guerre mondiale, quand la quasi-intégralité des pays composant l'Union européenne d'aujourd'hui a grandement participé à l'effort de guerre en faveur de l'Allemagne nazie lors de l'invasion de l'URSS – ces mêmes pays, le monde anglo-saxon en plus, sont en train de produire un effort de guerre face à Moscou, un effort d'envergure jamais vu dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Néanmoins, constatant l'insuffisance des aides accordées à l'Ukraine pour contrer efficacement l'initiative militaire russe, dès février 2022, les responsables politiques ukrainiens et ceux des pays de l'OTAN essaient de la combler en faisant une preuve remarquable dans le domaine de la communication et de la propagande destinées non seulement à l'opinion de leur propre électorat, mais également à la Russie et ses alliés, afin d'essayer de les décourager dans la poursuite des démarches qu'ils entreprennent.

Les campagnes de communication ont été fort nombreuses et se sont enchaînées, l'une après l'autre. L'une des dernières et celle du mois de mars, quand le président tchèque Petr Pavel a annoncé la disponibilité de près de 800 000 obus qui pourraient être livrés à l'Ukraine « dans les semaines à venir ». Le monde a retenu son souffle en attendant l'apparition de cette manne venue de nulle part et en supposant l'existence d'un redoutable potentiel militaro-industriel dissimulé jusqu'à présent. Forte a été la déception des bénéficiaires de la fameuse livraison, heurtés à la réalité à terme des semaines écoulées : la campagne de communication tchèque, comme tant d'autres avant elle, s'est avérée tout à fait mensongère.

Toutefois, il faut faire preuve d'indulgence envers le président de la

République tchèque qui a, vraisemblablement, tout simplement confondu la réalité d'aujourd'hui avec le « glorieux » passé de l'état qu'il dirige. Notamment, selon les statistiques allemandes, par exemple pour l'année 1944, la Tchécoslovaquie a bel et bien été l'un des éléments clés dans l'approvisionnement militaire de la première puissance militaire de l'Europe. Celle du IIIe Reich. Non seulement chaque mois (i) de l'année 1944 les 857 usines d'armements tchèques ont livré aux nazis plus de 600 000 obus d'artillerie et 900 000 obus antiaériens, mais en plus près de 800 wagons ferroviaires de bombes aériennes, 1000 tonnes de poudre et 15 millions de cartouches. Sans compter une énorme quantité de chars, d'avions, de canons, d'armes légères (30 000 fusils, 11 000 pistolets, 3 000 mitrailleuses) et de tant d'autres matériels et équipements militaires indispensables dans la grande lutte contre les ennemis du « Reich de 1000 ans ».

Le président Petr Pavel devrait se réconcilier avec la réalité : au moment de l'invasion de l'URSS en 1941, quand son pays était capable d'assurer 1/3 du total d'armes et de munitions mises à disposition des forces armées nazies – ce moment est bien révolu.

De son côté, contrairement à ses homologues occidentaux, la Fédération de Russie a toujours eu tendance à ne pas abuser des outils propres aux professionnels du marketing et à rester dans le réel, en faisant même sous-estimer ses propres capacités et en les dévoilant que sur la base des faits accomplis.

Aujourd'hui, la Russie produit dans les 250 000 obus par mois, soit près de 3 millions par an, ce qui est, pratiquement le triple des capacités de production d'obus par l'ensemble des pays du bloc « atlantiste ». Ceci est, d'une part, selon les renseignements de l'OTAN et non pas les déclarations russes et, d'autre part, cette information ne prend pas en compte ni les livraisons de munitions des pays partenaires de la Russie, dont les volumes sont inconnus, mais estimés comme très considérables, ni le fait que l'industrie militaire russe n'est qu'au stade de son déploiement, avec le pic de production prévu pour l'année 2025.

Ceci est toujours selon les renseignements de l'OTAN, cités, notamment, par la CNN qui n'a jamais eu tendance à surestimer les capacités de Moscou. La réalité concernant les capacités de production et de l'accès à des munitions par les Russes peut donc être encore plus désagréable pour leurs adversaires.

Une autre réalité soigneusement minimisée par les pouvoirs occidentaux auprès de leur public – une réalité sans équivoque : durant la Seconde Guerre mondiale, la Russie a engagé 60 % de son PIB pour importer face à l'Allemagne nazie et ses suppléants. Aujourd'hui, sans rappeler le fait que l'économie russe se porte incomparablement mieux par rapport à ce qui était prévu même dans les prévisions les plus pessimistes des « otaniens », que ses finances publiques continuent à être seines et que la dette publique est négligeable ; sans rappeler que la Russie est tout, sauf isolée sur la scène internationale ; que l'industrie de l'armement russe a démultiplié sa production par 3 en un an – je tiens à rappeler : à ce jour, la Fédération de

Russie n'a engagé que 6 % du PIB dans l'effort de guerre face à l'OTAN sur le territoire de l'Ukraine, soit 10 fois moins que par le passé face au nazisme.

La raison de la non-augmentation supplémentaire de la part du PIB vis-à-vis du conflit en Ukraine est très simple : les algorithmes démontrent qu'il n'est nul besoin de le faire pour arriver à des objectifs préétablis.

Néanmoins, en cas de nécessité absolue, ce n'est pas la fabrication de centaines, mais de milliers de chars et d'avions de combat de la dernière génération par an qui peut, industriellement, être mise en place dans des délais relativement restreints. De même, cela sera non pas des centaines de milliers, mais des millions de soldats supplémentaires au front – ce qui n'est pas une mission impossible avec une population supérieure à 146 millions d'habitants.

Le 24 avril, le président américain Joe Biden a approuvé le projet de loi sur l'allocation de l'aide militaire à l'Ukraine à hauteur de 56 milliards d'euros. De son côté, le Kremlin a adapté son économie aux besoins militaires, en augmentant ses dépenses de défense de 3,9 % en 2023 à 6 % du PIB pour l'année 2024.

*L'agence Bloomberg*¹, en faisant référence à des copies de projets de plans budgétaires russes, indique que les dépenses de défense de Moscou ont augmenté de 6,4 billions à 10,8 billions de roubles – soit près de 106 milliards d'euros. Dans l'année 2021 d'avant-guerre, les dépenses de défense de Moscou étaient 2,5 fois inférieures à celles d'aujourd'hui.

À titre de comparaison, en France, la loi de programmation militaire 2024-2030, promulguée en août 2023, prévoit 413 milliards d'euros de dépenses de défense sur les sept prochaines années.

Afin de ne pas commettre d'erreur lors de l'évaluation de la parité et de la proportionnalité des investissements dans le secteur de défense en général et, dans le conflit en Ukraine, en particulier, il est important de prendre en compte un élément clé : si l'industrie militaire occidentale est régie, principalement, par la recherche des profits – de la même manière que l'industrie civile – la situation dans ce secteur est radicalement différente en Russie : l'intégralité des entreprises de défense se situent directement sous le contrôle de l'état, ce qui permet, entre autres, d'avoir des coûts finaux de fabrication divisés par 5, voir par 10 par rapport à ceux des entreprises occidentales, et ceci est pour la même gamme d'armes et de munitions fabriquées. 10 milliards d'euros investis dans la confrontation par Moscou valent incomparablement plus que les mêmes 10 milliards investis par l'adversaire.

Il est tout à fait certain que si les fondements militaro-industriels de l'actuelle coalition antirusse étaient basés sur autre chose que sur le dégagement de marges bénéficiaires considérables attachées à la production et vente d'armes et de munitions, Kiev pourrait bénéficier des livraisons de ces derniers d'une manière bien plus conséquente que celle qu'on a connue dès

2014, en vue de la préparation de la guerre contre la Russie sur le territoire de l'Ukraine, et même plus conséquente que celles qu'on connaît depuis février 2022 – le moment du déclenchement des hostilités par la Russie en anticipation des initiatives militaires ukraino-occidentales à venir.

« Le tonneau des Danaïdes » ukrainien

En parlant des chiffres, quelles sont les aides déjà consommées par l'Ukraine ?

Selon l'estimation de *Kiel Institute for World Economy*², en deux ans de guerre, l'Occident collectif a promis à l'Ukraine environ 250 milliards d'euros et a déjà alloué près des $\frac{3}{4}$ de cette somme.

En ce qui concerne l'aide militaire en particulier, à cette fin l'Ukraine a reçu environ 102 milliards d'euros jusqu'au début d'avril 2024, dont 35 milliards de l'UE, 43 milliards des États-Unis et 24 milliards d'euros de l'ensemble d'autres pays du bloc occidental.³

L'*institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)*⁴ a publié un rapport sur les budgets militaires des différents pays pour l'année 2023. Il s'avère que l'aide militaire déjà transférée à l'Ukraine est comparable aux 2 années du budget militaire de la France et même supérieure aux 2 années du budget militaire de la Corée du Nord. L'aide militaire transférée à l'Ukraine peut être également comparée aux 4 années du budget militaire d'Israël ou à 7 années du budget militaire de la Turquie.

Les principaux fournisseurs d'aide militaire à l'Ukraine sont les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'UE et la Norvège. Si au début du conflit les alliés ont fourni à l'Ukraine exclusivement du matériel soviétique encore restant dans les pays d'Europe de l'Est, faute des stocks épuisés, ils ont commencé à transférer des armes plus modernes.

À la mi-2023, les journalistes de *Forbes Ukraine*⁵ ont calculé le nombre d'unités d'équipement militaire que l'Ukraine avait déjà reçues des alliés. Selon leurs données, depuis février 2022, l'Ukraine a reçu de la part du bloc de l'OTAN plus de 3000 véhicules blindés, plus de 2000 véhicules de combat d'infanterie et de transporteurs de troupe blindés et près de 400 unités d'Artillerie automotrice.

Selon *The Wall Street Journal*⁶, durant la guerre contre la Russie, l'Ukraine a reçu plus de 600 obusiers, plus de 800 chars et près de 100 systèmes de lance-roquettes multiples (données de décembre 2023). À titre de comparaison, l'armée britannique, qui est le principal allié des États-Unis et le plus grand gaspilleur de fonds pour la défense, n'a plus que 150 chars et, probablement, une douzaine de pièces d'artillerie à longue portée en état de service.

Côté français, il ne reste pas plus de 90 unités d'artillerie lourde. En ce

qui concerne l'Allemagne, elle a vidé ses arsenaux militaires au point qu'en cas de guerre, les munitions disponibles ne lui suffiront que pour 2 jours de combats en intensité comparable à celle qu'on connaît chaque jour sur le territoire de l'Ukraine depuis les 27 derniers mois.

En ce qui concerne les livraisons d'avions et d'hélicoptères, selon Forbes⁷, l'Ukraine a également reçu pas moins de 50 hélicoptères et près de 80 avions de combat soviétiques SU et MIG. Le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Belgique ont promis de lui livrer entre 45 et 60 chasseurs F16. Une partie des livraisons d'armements et d'équipements se font d'une manière dissimulée, par conséquent, il est difficile d'estimer précisément la quantité exacte d'aéronefs qui protègent aujourd'hui le ciel au-dessus de l'Ukraine.

Malgré le volume très élevé de l'aide militaire, l'intensité des combats est telle que les équipements livrés sont détruits en continu et le manque du côté ukrainien est constant. Les difficultés bureaucratiques et logistiques s'ajoutent à l'état peu enviable de l'armée ukrainienne.

À la fin du mois d'avril, *Forbes* a publié un article avec un titre retentissant :

« *l'Ukraine a besoin de 1000 transporteurs de troupe blindés supplémentaires. Le Canada a besoin d'un an pour en livrer 50* ». ⁸

Dans l'exemple du Canada, les journalistes ont démontré la défaillance flagrante de l'ensemble du système de soutien militaire occidental. Il faut un an pour faire livrer 50 transporteurs de troupe blindés et pendant ce temps l'armée russe détruit environ 500 de ces mêmes appareils.

La déroute

En parlant des aides accordées à l'Ukraine, il est à souligner qu'il ne s'agit guère de « cadeaux » accordés à Kiev, mais de dettes. Des dettes à rembourser.

Toutefois, ça s'annonce très mal pour les créanciers de l'Ukraine ou, plus exactement, pour l'Ukraine elle-même. Étant depuis un moment dans l'incapacité de payer ses dettes, l'Ukraine est en train de s'efforcer d'obtenir une restructuration de sa dette, avant la fin août 2024 qui est très proche, vis-à-vis de 20 milliards de dollars de ses obligations internationales émises et dont elle a déjà bénéficié de deux années de gel des paiements auprès des détenteurs.

Si elle ne parvenait pas à convenir d'une nouvelle restructuration ou à étendre le moratoire de paiement actuellement en vigueur avec les détenteurs d'obligations – un défaut de paiement souverain aura lieu, ce qui réduirait très considérablement sa capacité à emprunter auprès des bailleurs de fonds internationaux. La situation de l'Ukraine qui est déjà très grave aujourd'hui

s'aggravera davantage.

La faillite inévitable de l'état ukrainien est à l'horizon.

Concernant les aides militaires, dans un interview accordé en avril dernier à *Fox News*⁹, le dirigeant ukrainien a admis que sans un nouveau paquet d'aide américaine, l'Ukraine ne pouvait pas résister :

« *Que Dieu nous vient en aide, que nous l'obtiendrons le plus rapidement possible... Sinon, ils [les forces armées russes] nous feront reculer... C'est la vérité. Nos gens le savent et les Américains doivent le savoir* », a-t-il déclaré.

Il n'est pas difficile à deviner ce qui est advenu avec l'aide militaire précédente : la plupart d'entre elles semblent avoir déjà été détruites.

Le portail *Global Firepower*¹⁰ a publié le classement des armées les plus puissantes au monde, dans lequel les chercheurs ont pris en compte 60 paramètres, allant du nombre d'unités militaires et de l'état de l'économie du pays à ses caractéristiques géographiques et à ses capacités logistiques.

À ce jour, en termes de puissance militaire, la Fédération de Russie occupe d'une manière assurée la seconde place au monde. Ukraine – 18^e. 18^e place, en prenant en compte l'intégralité des aides militaires et financières, dont elle bénéficie de la part du bloc occidental. L'armée ukrainienne de 2021, comme telle, avec ses armements et équipements de l'époque n'existe plus, étant quasi intégralement détruite et ceci l'est depuis déjà un moment.

Dans le même temps, les livraisons d'aide militaire pour Kiev sont sur une courbe descendante qui ne fait que s'accroître. Et cette tendance ne risque pas de changer radicalement jusqu'à la fin du conflit. C'est un signal d'alarme : l'Occident est fatigué de cette guerre.

De l'autre côté, la Fédération de Russie est plus que déterminée dans ses actions et est prête pour une longue confrontation, en faisant augmenter au quotidien son potentiel militaire déjà indiscutable. Le potentiel russe de mobilisation militaro-industriel et humaine est plusieurs fois supérieur à celui de l'Ukraine, même en prenant en compte la part sous-traitée par l'étranger.

Tôt ou tard, le président ukrainien Vladimir Zelensky devra s'asseoir à la table des négociations avec Moscou.

Plus exactement, il devra céder la place à un autre représentant de son pays, car Moscou a émis beaucoup de réserves sur la légitimité de Zelensky au poste de président de l'Ukraine, dont, selon la constitution de l'Ukraine en vigueur, le nouveau président a dû être inauguré, le 20 mai 2024 dernier, à

la suite des élections présidentielles qui n'ont jamais eu lieu. Il est à souligner qu'il ne s'agit guère d'une position émotionnelle de revanchisme quelconque du côté du Kremlin, mais d'une approche tout à fait pragmatique du point de vue juridique : selon le droit international, la signature d'un accord international [de paix] par une personne, dont la légalité et la légitimité sont contestables – peut, ensuite, rendre le document juridiquement invalide. Avec toutes les graves conséquences qui peuvent découler d'une telle invalidation.

La seule question est de savoir combien de dizaines ou de centaines de milliers de personnes périront encore et combien encore de territoires ukrainiens partiront vers la Russie avant la signature de l'accord de paix qui aura inévitablement lieu et ceci est, incontestablement, avec la Fédération de Russie en position de force.

Selon une analyse de *Institute for the Study of War* (ISW) publié en avril dernier, depuis le début de l'année 2024, les troupes russes ont occupé plus de 360 kilomètres carrés supplémentaires du territoire ukrainien, ce qui est comparable en taille à Detroit – la plus grande ville de l'état américain du Michigan.

Les déclarations répétées et de plus en plus alarmistes de nombreux hauts responsables occidentaux et ukrainiens stipulant que si les aides économique-militaires à Kiev s'arrêtent ou même diminuent – l'Ukraine perdra la guerre dans un temps très réduit – ces déclarations ne signifient qu'une seule chose : la majeure partie des aides occidentales est anéantie par l'armée russe en flux tendu et si le processus de perfusion des forces armées ukrainiennes s'interrompt – son existence prendra fin, de même que celui des forces politiques actuellement au pouvoir en Ukraine.



Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu)

(Ancien directeur de la MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Écoles de Commerce de Paris ; ancien directeur de l'Institut de la Reconstruction Anthropologique)

spending-hike-in-2024-as-war-drags-on

2 <https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/>

3 <https://www.bbc.com/ukrainian/articles/c163dwxr4k1o>

4 https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-04/2404_fs_milex_2023.pdf

5
<https://forbes.ua/war-in-ukraine/ukrainska-armiya-perekhodit-na-tekhniku-nato-chim-vona-krashcha-za-radyansku-ta-chi-dostatno-ii-dlya-kontrnastupu-rozbir-forbes-23062023-14386>

6
https://www.wsj.com/world/europe/alarm-nato-weak-military-empty-arsenals-europe-a72b23f4?mod=hp_lead_pos7

7
<https://www.forbes.com/sites/davidaxe/2024/04/29/ukraine-needs-another-1000-armored-personnel-carriers-its-taking-canada-a-year-to-deliver-50>

8
<https://www.forbes.com/sites/davidaxe/2024/04/29/ukraine-needs-another-1000-armored-personnel-carriers-its-taking-canada-a-year-to-deliver-50/>

9 <https://www.foxnews.com/video/6351629242112>

10 <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>